

Budget—M. Gray

L'hon. Walter Baker (président du Conseil privé et ministre du Revenu national): Monsieur l'Orateur, je remercie le député d'avoir parlé des documents ayant été produits. Il est certainement inutile que je lui précise qu'il est parfois difficile de trouver ces documents ou ces renseignements. Je peux lui répéter que le gouvernement s'est engagé à donner suite dans toute la mesure du possible à la requête des députés.

Le député sera heureux d'apprendre, j'en suis certain, que le gouvernement actuel a répondu à un plus grand pourcentage de questions que le gouvernement précédent au cours de la dernière session. Si le député souhaite avoir des chiffres à ce sujet, je serai heureux de lui en fournir.

ORDRES INSCRITS AU NOM DU GOUVERNEMENT

[Traduction]

LE BUDGET

L'EXPOSÉ FINANCIER DU MINISTRE DES FINANCES

La Chambre reprend l'étude, interrompue le mardi 11 décembre, de la motion de M. Crosbie: Que la Chambre approuve la politique budgétaire du gouvernement.

L'hon. Herb Gray (Windsor-Ouest): Monsieur l'Orateur, avant l'ajournement du débat, hier soir, j'ai dit ceci:

Le regretté R. B. Bennett serait fier du nouveau ministre des Finances ce soir, mais je ne pense pas que la majorité des Canadiens, surtout ceux qui se situent au milieu ou au bas de l'échelle des revenus, seraient fiers du ministre ou du gouvernement conservateur. Ils voudront s'en débarrasser au plus tôt.

Évidemment, monsieur l'Orateur, R. B. Bennett est le premier ministre et chef du gouvernement conservateur qui a été au pouvoir au Canada de 1930 à 1935 environ, soit pendant la grande dépression. Il existe certaines similitudes inquiétantes entre ce que le ministre des Finances a dit hier soir et proposé dans son budget et ce que les ministres des Finances conservateurs de l'époque disaient au plus fort de la crise économique des années 30. Ils avaient la même obsession du déficit que l'actuel ministre des Finances et son gouvernement. Comme le ministre, ils maintenaient qu'une hausse des taxes, surtout de la taxe de vente et de la taxe d'accise, s'imposait pour réduire ou supprimer les déficits gouvernementaux, peu importe les conséquences pour l'économie.

● (1550)

Ainsi, en 1932, le ministre conservateur des Finances déclarait dans son exposé budgétaire qu'il fallait «faire honneur à toutes nos obligations financières au prix de n'importe quel sacrifice, ... équilibrer notre budget et ... maintenir notre crédit national.» A cela il ajoutait:

Cette manière d'agir peut causer des souffrances. Elle peut comporter des sacrifices, mais en définitive elle aura pour résultat des difficultés moindres et des sacrifices moindres qu'il ne serait résulté d'une politique moins courageuse.

Nous savons trop bien quels ont été les résultats de cette courageuse politique conservatrice des années 30. Elle a contribué à précipiter le Canada dans une dépression qui a valu des souffrances indescriptibles à des millions de Canadiens. En comparant ce que nous a proposé le ministre hier soir avec ce que ses prédécesseurs ont fait au début des années 30, il est manifeste que le ministre et ses collègues conservateurs sont

comme les Bourbon d'Europe dont on a dit qu'ils n'avaient rien appris rien retenu des leçons du passé.

Des voix: Bravo!

M. Gray: On ne peut pas dire cela de la population canadienne. Elle se souvient des effets néfastes des politiques conservatrices au cours des années 30 et sous le régime Diefenbaker à la fin des années 50 et au début des années 60. Elle n'est pas prête d'oublier non plus les effets néfastes sur l'économie canadienne de la politique d'inaction gouvernementale des conservateurs depuis six mois. Les Canadiens ont également beaucoup appris lors des périodes de gouvernement conservateur au cours des 50 dernières années. Ils ont aussi beaucoup appris en observant le contenu du budget des conservateurs et en le comparant avec ce qu'ils avaient promis avant les élections à la Chambre et par la suite du haut des tribunes électorales dans tous le pays.

Les conservateurs avaient promis de réduire l'impôt sur le revenu des particuliers de quelque 2,5 milliards de dollars. Ils avaient promis de le faire à l'occasion du dépôt de leur premier budget. Ils avaient promis de le faire bien qu'ils aient estimé que le déficit budgétaire du gouvernement était trop élevé et bien qu'ils aient même prédit qu'il serait supérieur à ce qu'avaient prévu les libéraux, et plus élevé aussi que le ministre des Finances a admis que ce fût effectivement le cas.

Le 20 novembre 1978, lors du dernier débat sur le discours du budget, le premier ministre (M. Clark), alors chef de l'opposition, a dit que le Canada était aux prises avec un très grave déficit. Mais, en dépit de cela, il a dit dans le même discours qu'il était nécessaire que le gouvernement fédéral réduise l'impôt sur le revenu d'au moins 2 milliards de dollars pour que les Canadiens injectent cet argent rapidement dans l'économie canadienne en le dépensant. A mon avis, c'est tout autre chose que ce que nous avons entendu dans le discours du budget d'hier soir. L'an dernier, le premier ministre avait aussi proposé son projet de déductibilité de l'intérêt hypothécaire.

Pendant le même débat, je parle toujours de celui de l'année dernière, le président du Conseil du Trésor (M. Stevens), alors critique financier de l'opposition officielle, a dit que le déficit serait de 13 milliards de dollars en 1979-1980. Cette prédiction s'est révélée tout à fait inexacte. En fait, le ministre des Finances a admis que le déficit réel est de beaucoup inférieur à ce chiffre.

Le président du Conseil du Trésor, lorsqu'il était le critique financier de l'opposition officielle, soutenait également que le déficit budgétaire du gouvernement s'élèverait à 16 milliards de dollars en 1983. Quelques mois plus tard, en janvier dernier, le premier ministre, alors chef de l'opposition, a déclaré à l'émission «News Magazine» de Radio-Canada, au cours d'une interview maintenant célèbre—qu'il voudrait sans doute pouvoir oublier—que pour réduire les déficits actuel et à venir, le gouvernement devait accroître immédiatement ses dépenses pour stimuler l'économie. Quelques semaines plus tard, il a déclaré à un journaliste qu'il comptait appliquer une politique de déficit budgétaire pendant trois ans. De toute évidence, c'est là une nouvelle volte-face du premier ministre et des conservateurs. Le ministre des Finances a déclaré juste avant le budget—les députés s'en souviendront—que le seul déficit stimulateur qu'ils accepteraient serait un déficit réduit.